

Unité bi-départementale des Landes et des Pyrénées-
Atlantiques
Cité Galliane
9 avenue Antoine Dufau
40000 Mont-de-marsan

Mont-de-marsan, le 10/03/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13/02/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

LABAT ASSAINISSEMENT VIDANGE

793 Chemin Despaignet
40800 Aire-Sur-L'adour

Références : -
Code AIOT : 0005206248

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/02/2025 dans l'établissement LABAT ASSAINISSEMENT VIDANGE implanté 793 Chemin Despaignet 40800 Aire-sur-l'Adour. L'inspection a été annoncée le 10/02/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LABAT ASSAINISSEMENT VIDANGE
- 793 Chemin Despaignet 40800 Aire-sur-l'Adour
- Code AIOT : 0005206248
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'établissement LABAT ASSAINISSEMENT VIDANGE d'Aire-sur-l'Adour, créé en 1992, assure le traitement de déchets dangereux (déchets hydrocarburés exclusivement) et de déchets non dangereux (boues de fosses septiques, boues de station d'épuration, déchets agricoles, biodéchets de GMS). Le traitement des déchets non dangereux s'effectue quasi-exclusivement par méthanisation, au sein d'une installation mise en service en 2014.

L'installation de méthanisation est pourvue de 2 digesteurs, 1 post-digesteur et de stockages de matières premières et de digestats. Le biogaz est valorisé en co-génération. L'électricité est vendue et la chaleur utilisée pour le procédé (hygiénisation et maintien en température).

Un dossier de demande d'autorisation environnementale a été déposé en septembre 2022, en vue d'augmenter les quantités de déchets autorisées à être traitées. Les modifications du site ayant évolué, le dossier initialement déposé a été retiré pour être retravaillé en profondeur et sera prochainement redéposé.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse

approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Formation des personnes intervenant sur site	Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 22	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	3 mois
3	Destruction du biogaz	Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 10 (sauf alinéa 4)	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	1 mois
6	Raccords des tuyauteries de biogaz	Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 34	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	1 mois
7	Rétentions	Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 42, sauf :- Point I, alinéa 5, phrase 1- Point I, alinéa 6- Point II, alinéa 4	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	24 mois
8	Isolement des eaux accidentelles	Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 43, sauf alinéas 1	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	3 mois
9	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 8	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Programme de maintenance préventive	Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 39	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
4	Injection d'air dans le biogaz	Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 35	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
5	Phase de démarrage	Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 26	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant doit rapidement transmettre des documents et mettre en oeuvre des actions correctives importantes.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Programme de maintenance préventive

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 39
Thème(s) : Risques accidentels, Gestion d'exploitation
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 11/07/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un programme de maintenance préventive et de vérification périodique des canalisations, du mélangeur et des principaux équipements intéressant la sécurité (alarmes, détecteurs de gaz, injection d'air dans le biogaz...) et la prévention des émissions odorantes est élaboré avant la mise en service de l'installation.</p> <p>Ce programme est périodiquement révisé au cours de la vie de l'installation, en fonction des équipements mis en place. Ce programme inclut notamment, y compris pour les installations existantes dès la publication de cet arrêté, la maintenance des soupapes par un nettoyage approprié, y compris le cas échéant de la garde hydraulique, le contrôle des capteurs de pression ainsi que leur étalonnage régulier sur des plages de mesures adaptées au fonctionnement de l'installation, et le contrôle semestriel de l'étanchéité des équipements (par exemple, système d'ancrage du stockage tampon de biogaz, joints des hublots, introduction dans un ouvrage, trappes d'accès et trous d'hommes) vis-à-vis du risque de corrosion. La pression de tarage de chaque soupape est recensée dans le programme de maintenance préventive.</p> <p>Dans le cas des installations de méthanisation par voie solide ou pâteuse nécessitant des</p>

opérations répétées de chargement et de déchargement de matières, la vérification de l'étanchéité des équipements est opérée à chaque manipulation ou a minima sur une base mensuelle. Après deux ans de fonctionnement de l'installation, l'exploitant effectue un contrôle des systèmes de recirculation du percolat et un curage de la cuve de stockage associée. Cette fréquence peut ensuite être adaptée, elle est alors portée au programme de maintenance préventive. L'exploitant réalise en outre un contrôle de la fiabilité des analyseurs de gaz installés (CH4, O2) à une fréquence semestrielle.

Toutes les installations électriques sont maintenues en bon état et sont vérifiées par une personne compétente selon une périodicité adéquate fixée par le programme de maintenance préventive, ainsi que lors de leur mise en service ou de leur modification. Les rapports de ces vérifications sont tenus à la disposition des installations classées.

+ constats issus de la précédente inspection du 11/07/2024 :

L'inspection demande à l'exploitant de justifier sous 15 jours que les contrôles préventifs demandés à l'article 39 de l'arrêté ministériel sont bien effectués à la fréquence requise.

Constats :

Par transmission du 5 novembre 2024, l'exploitant a indiqué les éléments suivants :

- Maintenance des soupapes (vérification de l'état des soupapes et vérification du bon fonctionnement) : contrôle mensuel,
- Garde hydraulique (vérification du niveau d'eau et remplissage si besoin) : contrôle tous les 3 jours,
- Capteurs de pression (ajout d'un piquage pour test manomètre manuel) : contrôle mensuel,
- Etanchéité des équipements (système d'ancrage du stockage tampon du biogaz, joints des hublots, trappes d'accès et trou d'homme) : contrôle semestriel fait à l'aide d'un détecteur de gaz portable,
- Risque de corrosion : contrôle mensuel visuel.*

Par ailleurs, l'exploitant a précisé en inspection qu'un module de la supervision intègre les actions de maintenance à réaliser, avec alerte lorsque l'échéance est atteinte.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Formation des personnes intervenant sur site

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 22

Thème(s) : Risques accidentels, Gestion d'exploitation

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 11/07/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective

Prescription contrôlée :

Avant le premier démarrage des installations, l'exploitant et son personnel, y compris le personnel intérimaire, sont formés à la prévention des nuisances et des risques générés par le fonctionnement et la maintenance de l'installation, à la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident et à la mise en œuvre des moyens d'intervention.

Les formations appropriées pour satisfaire ces dispositions sont dispensées par des organismes reconnus ou des personnels compétents sélectionnés par l'exploitant. Le contenu des formations est décrit et leur adéquation aux besoins et aux équipements installés est justifiée. La formation initiale mentionnée à l'alinéa précédent est délivrée à toute personne nouvellement embauchée. Elle est renouvelée selon une périodicité spécifiée par l'exploitant et validée par les organismes ou personnels compétents ayant effectué la formation initiale. Le contenu de cette formation peut s'appuyer sur des guides faisant référence.

A l'issue de chaque formation, les organismes ou personnels compétents établissent une attestation de formation précisant les coordonnées du formateur, la date de réalisation de la formation, le thème, le contenu de la formation et sa durée en heures. Cette attestation est délivrée à chaque personne ayant suivi les formations.

Avant toute intervention, les prestataires extérieurs sont sensibilisés aux risques générés par leur intervention. L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les documents attestant du respect des dispositions du présent article.

+ constats issus de la précédente inspection du 11/07/2024 :

L'inspection demande à l'exploitant de mettre en œuvre sous 3 mois des formations relatives à la prévention des nuisances et des risques générés par le fonctionnement et la maintenance de l'installation, à la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident et à la mise en œuvre des moyens d'intervention. Les formations sont dispensées par des organismes reconnus ou des personnels compétents sélectionnés par l'exploitant. Le contenu des formations est décrit et leur adéquation aux besoins et aux équipements installés est justifiée.

Constats :

L'exploitant a indiqué avoir trouvé une formation chez BIO-VALO, un bureau d'étude technique spécialisé dans le biogaz et organisme de formation depuis 2016.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection demande à l'exploitant de transmettre sous 15 jours le programme des formations dispensées par BIO-VALO et de les mettre en œuvre sous 3 mois.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Destruction du biogaz

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 10 (sauf alinéa 4)

Thème(s) : Risques accidentels, Risques d'incendie et d'explosion

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 11/07/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective

Prescription contrôlée :

L'installation dispose d'un équipement de destruction du biogaz produit en cas d'indisponibilité temporaire des équipements de valorisation du biogaz. Cet équipement est présent en permanence sur le site et est muni d'un arrête-flammes. Les équipements disposant d'un arrête-flammes conçu selon les normes NF EN ISO 16852 (de janvier 2017) ou NF ISO 22580 (de décembre 2020) sont présumés satisfaire aux exigences du présent article.

Dans le cas de l'utilisation d'une torchère, l'étude d'impact devra en préciser les règles d'implantation et de fonctionnement. Notamment, les torchères installées doivent être mises en route avant le remplissage total des unités de stockages de biogaz. Dans le cas d'une torchère asservie, l'exploitant tient à disposition de l'inspection les pressions de service de la torchère et d'ouverture des soupapes.

Pour les installations existantes au 1er juillet 2021, dans le cas où cet équipement n'est pas présent en permanence sur le site, l'installation dispose d'une capacité permettant le stockage du biogaz produit jusqu'à la mise en service de cet équipement. L'exploitant définit dans un plan de gestion, au plus tard le 1er janvier 2022, les mesures de gestion associées à ces situations d'indisponibilités et garantissant la limitation de la production et un stockage du biogaz compatible avec le délai maximal de disponibilité de ses moyens de destruction ou de valorisation de secours. Ce délai ne peut être supérieur à 6 heures.

Lorsque le torchage s'avère nécessaire en cas de dépassement de la capacité établie au précédent alinéa, la durée de torchage est recensée et versée au programme de maintenance préventive. Si dans le cours d'une année, et à l'exception des opérations de maintenance et des situations accidentelles liées à l'indisponibilité du réseau de valorisation en sortie d'installation, il est recensé plus de trois évènements de dépassement de capacité de stockage ayant impliqué l'activation durant plus de 6 heures d'une torchère ou à défaut d'une soupape de décompression, l'exploitant communique à l'inspection des installations classées un bilan de ces évènements, une analyse de leurs causes et des propositions de mesures correctives de nature à respecter les dispositions du précédent alinéa.

+ constats issus de la précédente inspection du 11/07/2024 :

L'inspection demande à l'exploitant de transmettre sous 15 jours les attestations du respect des normes NFEN ISO 16852 (de janvier 2017) ou NF ISO 22580 (de décembre 2020) pour les arrête-flammes des deux torchères (une principale et une ancienne gardée en secours). Il transmet sous 1 mois le bon de commande pour disposer du report en supervision de la température de torchage en continu avec enregistrement.

Constats :

Par transmission du 3 décembre 2024, l'exploitant a communiqué à l'inspection les documents

<p>suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • torchère 1 (secours) : Centrale de Biogaz Labat LTU 2.0 • torchère 2 (principale) : Centrale de Biogaz Labat LTU 4.0 <p>La conformité à la norme NF EN ISO 16852 est indiquée en page 92 du document « Centrale de Biogaz Labat LTU 2.0 » en ce qui concerne la torchère 1 et en page 175 du document « Centrale de Biogaz Labat LTU 4.0 » en ce qui concerne la torchère 2.</p> <p>L'exploitant a également indiqué être en cours de chiffrage d'une sonde de température de flamme et d'un enregistreur qui sera finalement un enregistreur externe au système de supervision. A la date de la présente inspection, ce point n'a pas évolué.</p> <p>A noter par ailleurs, que la température de combustion de la torchère est d'environ 850°C, ce qui est acceptable. Les conditions de destruction du biogaz de 900 °C pendant au moins 0,3 s ne sont requises que pour la destruction de biogaz issu d'installation de stockage de déchets non dangereux (décharge).</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il transmet sous 1 mois le bon de commande pour disposer du report en supervision de la température de torchage en continu avec enregistrement.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 4 : Injection d'air dans le biogaz

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 35</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Risques d'incendie et d'explosion</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 11/07/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Lorsqu'il existe un dispositif d'injection d'air dans le biogaz destiné à en limiter par oxydation la teneur en H₂S, ce dispositif est conçu pour prévenir le risque de formation d'une atmosphère explosive ou doté des sécurités permettant de prévenir ce risque. L'exploitant établit une consigne écrite sur l'utilisation et l'étalonnage du débitmètre d'injection d'air dans le biogaz.</p> <p>+ constats issus de la précédente inspection du 11/07/2024 : L'inspection demande à l'exploitant de transmettre sous 1 mois une consigne écrite sur l'utilisation et l'étalonnage du débitmètre d'injection d'air dans le biogaz.</p>
<p>Constats :</p>

Par courriel du 3 décembre 2024, l'exploitant a transmis la procédure relative à l'utilisation et l'étalonnage du débitmètre d'injection d'air dans le biogaz. Cette procédure a été mise en place sur les sites Adour Méthanisation et XL Méthalandes.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Phase de démarrage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 26

Thème(s) : Risques accidentels, Risques d'incendie et d'explosion

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 11/07/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant

Prescription contrôlée :

Lors du démarrage ou du redémarrage ainsi que lors de l'arrêt ou de la vidange de tout ou partie de l'installation, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour limiter les risques de formation d'atmosphères explosives. Il établit une consigne spécifique pour ces phases d'exploitation, à partir des consignes proposées et explicitées par le concepteur des installations. Cette consigne spécifie notamment les moyens de prévention additionnels, du point de vue du risque d'explosion, que l'exploitant met en œuvre pendant ces phases transitoires d'exploitation.

Pendant ces phases, toute opération ou intervention de nature à accentuer le risque d'explosion est interdite.

+ constats issus de la précédente inspection du 11/07/2024 :

L'inspection demande à l'exploitant sous 15 jours :

- d'expliquer l'observation suivante concernant la construction du nouveau post-digesteur : "Tank is in very bad condition of beton. Many cracks all around. During the test with pressure leaks everywhere all around."
- de détailler les suites données à cette observation.

Constats :

Par transmission du 5 novembre 2024, l'exploitant a précisé que, lors du test d'étanchéité gaz, il a été constaté par la société Méthalac que le béton intérieur était abimé mais n'impactait aucunement l'étanchéité du nouveau post-digesteur. Il a donc été décidé avec la société Méthalac, l'application d'une résine spécifique permettant l'imperméabilisation de la cuve. La résine a été appliquée en 2 couches et porte le nom de « CONTROLL®INNERSEAL ». La fiche technique a été transmise.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Raccords des tuyauteries de biogaz

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 34
Thème(s) : Risques accidentels, Risques d'incendie et d'explosion
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 11/07/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les raccords des tuyauteries de biogaz et de biométhane sont soudés lorsqu'ils sont positionnés dans ou à proximité immédiate d'un local accueillant des personnes, autre que le local de combustion, d'épuration ou de compression. S'ils ne sont pas soudés, une détection de gaz est mise en place dans le local (une alarme sonore et visuelle est mise en place pour se déclencher lors d'une détection supérieure ou égale à 10 % de la limite inférieure d'explosivité du méthane).</p> <p>Les canalisations de biogaz et de biométhane ne passent pas dans des zones confinées. Si cela n'est pas possible, notamment pour les installations existantes, une information de risque appropriée est réalisée et une ventilation appropriée est installée dans les zones confinées. Les conduites de biogaz et le système de condensation du biogaz doivent être à l'épreuve du gel.</p> <p>+ constats issus de la précédente inspection du 11/07/2024 : L'inspection demande à l'exploitant d'abaisser sous 1 mois la valeur du 1er seuil d'alarme des détecteurs multigaz à 10 % de la LIE CH4. Il confirme également qu'une alarme visuelle asservie à ce seuil est bien présente dans chaque local concerné.</p>
<p>Constats :</p> <p>Par courriel du 3 décembre 2024, l'exploitant a indiqué les éléments suivants : Il a été décidé avec le prestataire TELEDYNE d'ajouter un nouveau seuil de déclenchement à 10% de la LIE CH4, associé à une alarme visuelle et sonore mise en place à l'extérieur du bâtiment, comme requis. Il y aura donc 3 seuils qui seront définis comme suivant :</p> <ul style="list-style-type: none"> • De 10% à 19%, seuil 1 : déclenchement d'une sirène visuelle et sonore + alarme sur la supervision • De 20% à 39%, seuil 2 : déclenchement d'une sirène visuelle et sonore + alarme sur la supervision + accélération de la ventilation du bâtiment • > 40%, seuil 3 : déclenchement d'une sirène visuelle et sonore + coupure éclairage + arrêt moteur + fermeture des électrovannes gaz + alarme sur la supervision <p>Un devis a été établi pour les 2 unités de méthanisation Adour Méthanisation et XL Méthalandes.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'inspection demande à l'exploitant de transmettre sous 15 jours le devis de la société TELEDYNE OLDHAM et de paramétrer sous 1 mois la valeur du 1er seuil d'alarme des détecteurs multigaz à 10 % de la LIE CH4.</p>
Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 7 : Rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 42, sauf :- Point I, alinéa 5, phrase 1- Point I, alinéa 6- Point II, alinéa 4
Thème(s) : Risques accidentels, Risques de pollution des milieux
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 11/07/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I.-Tout stockage de matière entrantes ou de digestats liquides, ou de matière susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols, y compris les cuves à percolat, est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <p>-100 % de la capacité du plus grand réservoir ;</p> <p>-50 % de la capacité totale des réservoirs associés.</p> <p>Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.</p> <p>II.-La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.</p> <p>Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme les déchets.</p> <p>Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.</p> <p>III.-A l'exception des installations de méthanisation par voie solide ou pâteuse pour lesquelles les dispositions suivantes ne sont applicables qu'aux rétentions associées aux cuves de percolat, les rétentions sont pourvues d'un dispositif d'étanchéité répondant à l'une des caractéristiques suivantes :</p> <p>-un revêtement en béton, une membrane imperméable ou tout autre dispositif qui confère à la rétention son caractère étanche. La vitesse d'infiltration à travers la couche d'étanchéité est alors inférieure à 10⁻⁷ mètres par seconde.</p> <p>-une couche d'étanchéité en matériaux meubles telle que si V est la vitesse de pénétration (en mètres par heure) et h l'épaisseur de la couche d'étanchéité (en mètres), le rapport h/ V est supérieur à 500 heures. L'épaisseur h, prise en compte pour le calcul, ne peut dépasser 0,5 mètre.</p>

Ce rapport h/ V peut être réduit sans toutefois être inférieur à 100 heures si l'exploitant démontre sa capacité à reprendre ou à évacuer le digestat, la matière entrante et/ ou la matière en cours de transformation dans une durée inférieure au rapport h/ V calculé.

L'exploitant s'assure dans le temps de la pérennité de ce dispositif. L'étanchéité ne doit notamment pas être compromise par les produits pouvant être recueillis, par un éventuel incendie ou par les éventuelles agressions physiques liées à l'exploitation courante.

IV.-Le cas échéant, les rétentions sont vidées dès que possible des eaux pluviales s'y versant.

V.-Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement.

VI.-Pour les installations dont le dossier complet de demande d'autorisation a été déposé avant le 1er juillet 2021, l'exploitant recense dans un délai de deux ans à compter de cette date les rétentions nécessitant des travaux d'étanchéité afin de répondre aux exigences des dispositions du présent article. Il planifie ensuite les travaux en quatre tranches, chaque tranche de travaux couvrant au minimum 20 % de la surface totale des rétentions concernées. Les tranches de travaux sont réalisées au plus tard respectivement quatre, six, huit et dix ans après le 1er juillet 2021.

+ constats issus de la précédente inspection du 11/07/2024 :

L'inspection demande à l'exploitant de transmettre sous 1 mois un calendrier des travaux de réfection des sols en enrobé au niveau de l'installation de méthanisation.

Constats :

Par courriel du 3 décembre 2024, l'exploitant a indiqué que les travaux de réfection des sols en enrobé au niveau de l'installation de méthanisation seront faits une fois que le nouveau digesteur sera en place, soit sur le 2ème semestre 2026 / 1er semestre 2027.

Pour rappel, les digesteurs, le post-digesteur, la cuve des eaux de procédé et les cuves de digestats sont sur rétention (sol argilo-calcaire en pente + muret en partie Nord), mais la vitesse d'infiltration à travers la couche d'étanchéité est légèrement supérieure à la valeur cible de 10-7 m/s.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection demande à l'exploitant de transmettre sous 24 mois les justificatifs des travaux d'imperméabilisation de l'installation de méthanisation.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 24 mois

N° 8 : Isolement des eaux accidentelles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 43, sauf alinéas 1

Thème(s) : Risques accidentels, Risques de pollution des milieux

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 11/07/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective

Prescription contrôlée :

Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel.

En cas de recours à des systèmes de relevage autonomes, l'exploitant est en mesure de justifier à tout instant d'un entretien et d'une maintenance rigoureux de ces dispositifs. Des tests réguliers sont par ailleurs menés sur ces équipements.

En cas de confinement interne dans des bâtiments couverts, les orifices d'écoulement sont en position fermée par défaut.

En cas de confinement externe, les orifices d'écoulement issus de ces dispositifs sont munis d'un dispositif d'obturation à déclenchement automatique ou commandable à distance pour assurer ce confinement lorsque des eaux susceptibles d'être pollués y sont portées.

Ces dispositifs permettant l'obturation des différents réseaux (eaux usées et eaux pluviales) sont implantés de sorte à maintenir sur le site les eaux d'extinction d'un sinistre ou les épandages accidentels. Ils sont clairement signalés et facilement accessibles et peuvent être mis en œuvre dans des délais brefs et à tout moment. Une consigne définit les modalités de mise en œuvre de ces dispositifs. Cette consigne est affichée à l'accueil de l'établissement.

En l'absence de pollution préalablement caractérisée, les eaux confinées qui respectent les limites autorisées à l'article 44 peuvent être évacuées vers le milieu récepteur. Lorsque ces limites excèdent les objectifs de qualité du milieu récepteur visés au IV de l'article L. 212-1 du code de l'environnement, les eaux confinées ne peuvent toutefois être rejetées que si elles satisfont ces objectifs. Dans le cas contraire, ces eaux sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées.

+ constats issus de la précédente inspection du 11/07/2024 :

L'inspection demande à l'exploitant de transmettre sous 3 mois le calcul D9A, ainsi que sa stratégie de confinement des eaux d'extinction d'incendie. Sous 6 mois, les actions correctives auront dû être mises en oeuvre et le site devra être conforme aux éléments du dossier transmis, sous peine de sanction.

Constats :

Le dimensionnement des besoins en confinement des eaux d'extinction d'incendie par la méthodologie D9A a été réalisé et sera intégré dans le dossier de demande d'autorisation

environnementale en cours de finalisation. D'après l'exploitant, la situation actuelle du site est convenable. La construction d'un bassin à proximité de la retenue d'eau est toujours d'actualité.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'inspection demande à l'exploitant de transmettre sous 3 mois le calcul D9A, ainsi que sa stratégie de confinement des eaux d'extinction d'incendie, en lien avec le prochain dossier de demande d'autorisation environnementale.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 9 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 8
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 11/07/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
Prescription contrôlée : L'installation est conçue et aménagée de façon à réduire autant que faire se peut les risques d'incendie et d'explosion et à limiter toute éventuelle propagation d'un sinistre. Elle est pourvue de moyens de secours contre l'incendie appropriés à la nature et aux quantités de matières et de déchets entreposés. L'arrêté préfectoral d'autorisation du 18 septembre 2012 précise les prescriptions en la matière de la façon suivante (cf. article 7.5.3 Ressource en eau) : <ul style="list-style-type: none"> • 2 cuves de 100 m3 chacune (alimentées notamment par des eaux pluviales), dont une réalimentée par une pompe de 60 m3/h ; • 2 réservoirs de 3 000 m3 chacun (alimentés notamment par des eaux de process : filtrats d'égouttage et de pressage) ; • 1 pompe de 120 m3/h alimentée par les réserves de 3 000m3 précitées ; • 1 poteau incendie débitant 120 m3/h sous 1 bar min. + constats issus de la précédente inspection du 11/07/2024 : L'inspection demande à l'exploitant de transmettre sous 3 mois les calculs D9, ainsi que la stratégie de lutte contre l'incendie pour son site (besoins hydrauliques, simultanéité, emplacements, équipements normalisés). Sous 6 mois, les actions correctives auront dû être mises en oeuvre et le site devra être conforme aux éléments du dossier transmis, sous peine de sanction.
Constats : Le dimensionnement des besoins en eaux d'extinction d'incendie par la méthodologie D9 a été

réalisé et sera intégré dans le dossier de demande d'autorisation environnementale en cours de finalisation. Les prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation seront revues en conséquence.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'inspection demande à l'exploitant de transmettre sous 3 mois les calculs D9, ainsi que la stratégie de lutte contre l'incendie pour son site (besoins hydrauliques, simultanéité, emplacements, équipements normalisés).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois